

Accord de libre-échange

● (0030)

Comme parlementaires, il ne nous faut rien de moins qu'une occasion de vérifier comment les négociations se déroulent. Un comité complet doit rendre compte à la Chambre à titre indépendant. Il nous faut un surveillant du commerce ayant des fonctions semblables à celles du vérificateur général et qui pourrait rendre compte de façon indépendante des négociations en cours. Le comité serait autorisé à voyager, à convoquer des témoins et à recueillir des témoignages sous serment. Au nom de la démocratie, donnez-nous la possibilité de suivre les négociations ouvertement; ne les menez pas derrière des portes closes.

Je ne vois pas pourquoi les ministériels ne nous informeraient pas de ce qui se passe. Ils pourront aussi faire entendre leurs témoins. Si nous n'obtenons pas ce comité, je crains que l'on nous impose encore un accord préparé à huis clos. Les conservateurs sacrifieront les programmes qui enlèveront toute substance au Canada. C'est ce que moi et d'autres députés de mon parti craignons si nous laissons les députés d'en face s'occuper seuls des négociations.

Beaucoup d'autres aspects de l'Accord commercial nous inquiètent, notamment l'environnement, les programmes sociaux et la gestion de l'eau, pour ne mentionner que ceux-là. J'exhorte le gouvernement à appuyer la motion de mon collègue, le député d'Essex—Windsor (M. Langdon). Si le gouvernement a le courage de ses convictions, je sais qu'il appuiera les efforts que nous déployons pour défendre les intérêts de nos électeurs.

En terminant, je remercie les électeurs de Prince George—Bulkley Valley de m'avoir fait confiance en me choisissant pour les représenter à la Chambre des communes. Je continuerai de travailler comme j'ai commencé à le faire. Je prévois que les quelques prochaines années seront une période très intéressante et productive pour ma circonscription et pour mes électeurs.

Le président suppléant (M. Paproski): La Chambre est-elle prête à se prononcer?

Des voix: Le vote.

Le président suppléant (M. Paproski): Le vote porte sur la motion . . .

Des voix: Débat.

Le président suppléant (M. Paproski): J'accorde la parole au député d'Essex—Kent.

Des voix: Oh, oh!

M. Jerry Pickard (Essex—Kent): Monsieur le Président, puisqu'il s'agit de mon premier discours à la

Chambre des communes, je tiens à remercier mes électeurs de m'avoir fait confiance.

Des voix: Oh, oh!

Le président suppléant (M. Paproski): A l'ordre, s'il vous plaît. Je demande aux députés de faire preuve d'un peu de savoir-vivre pendant le premier discours du député. Peut-être pourrions-nous alors terminer rapidement. La parole est au député d'Essex—Kent (M. Pickard).

Des voix: Bravo!

M. Pickard: Merci beaucoup, monsieur le Président. J'apprécie votre intervention. Encore une fois, je remercie mes électeurs. Je promets de travailler du mieux que je peux pour bien les représenter, défendre leurs intérêts et exprimer leurs préoccupations.

Ma circonscription s'appelle Essex—Kent. Il s'agit d'une petite circonscription située dans la région la plus méridionale du Canada, dans le sud-ouest ontarien. Je crois que ma circonscription est celle où l'agriculture est la plus diversifiée du Canada. Nous produisons une grande variété de denrées agricoles, notamment dans les serres qui rapportent des millions de dollars, du raisin, du vin, des fruits charnus, des produits horticoles et laitiers, des oeufs et du soja, pour ne nommer que ceux-là.

Ma circonscription compte également une grande variété de conditionneurs d'aliments, notamment la maison Heinz. Nous y comptons plusieurs autres conditionneurs qui seront touchés par le libre-échange et ses conséquences pour l'agriculture. En outre, certaines préoccupations nous ont été signalées par le secteur manufacturier dans ma circonscription. Des usines risquent de fermer leurs portes dans ces industries manufacturières qui sont reliées de près au secteur automobile.

Je m'inquiète énormément des conséquences néfastes qu'entraînera cet accord pour les habitants du comté d'Essex. Ces gens n'auront pas la partie facile. En fait, les dés semblent pipés contre eux.

La Commission Macdonald avait laissé entendre qu'il valait peut-être mieux exclure le secteur agricole de cet accord. Le gouvernement a décidé de faire fi de ce conseil, bien qu'il cite la Commission Macdonald à propos des conséquences de l'Accord dans d'autres secteurs. Les questions agricoles se sont révélées l'écueil des pourparlers du GATT à Montréal. Pourtant, l'agriculture est réputée prioritaire dans cet accord. À mon avis, il aurait fallu l'exempter. Mais, comme ce n'est pas le cas, de nombreux aspects du secteur seront compromis.